Document généré le 25 avr. 2024 13:35

Études internationales

Latin America Bureau *Falklands/Malvinas : Whose Crisis?* London, Latin America Bureau, 1982, 145 p.

Jean-Marie Loncol

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701604ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701604ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Loncol, J.-M. (1983). Compte rendu de [Latin America Bureau *Falklands/Malvinas : Whose Crisis?* London, Latin America Bureau, 1982, 145 p.] *Études internationales*, *14*(4), 865–867. https://doi.org/10.7202/701604ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

jouer dans cette région du globe car elle est moins suspecte que les États-Unis lorsqu'elle décide d'apporter son aide économique, scientifique et technique aux États en développement (cf. les Conventions de Lomé I et II). L'adhésion prochaine de l'Espagne et du Portugal au Marché commun ne pourra que faciliter la tâche de la CEE.

Daniel COLARD

Faculté de Droit de Besançon
France

LATIN AMERICA BUREAU *Falklands/Malvinas: Whose Crisis?* London, Latin America Bureau, 1982, 145 p.

La guerre faisant rage dans l'Atlantique Sud d'avril à juin 1982 semble avoir surpris l'opinion internationale. L'observateur un tant soit peu attentif, pourtant, connaissait bien le différend de l'Argentine et du Royaume-Uni au sujet des îles Malouines – Malvinas ou Falkland comme on les désigne à présent. C'est immédiatement après la fin des hostilités, dès juillet 1982, que le *Latin America Bureau* toujours à l'affût des réalités latino-américaines a pu éditer ce « Special Brief » sur le problème. Des études existaient sans doute, particulièrement celle de Julius Goebel, *The Struggle for the Falkland Islands*, publiée en 1927 par Yale University Press et réimprimée en 1982. L'ouvrage qui nous occupe s'avère très utile malgré tout. Qui ne veut pas s'enliser dans les querelles diplomatiques aura intérêt à parcourir le texte que rédigent ici, pour le compte du *Bureau*, Martin Honeywell et Jenny Pearce aidés par Simon Barrow, David Fig, Henry Finch, Patricia Holland ainsi que Rafael Runco.

Quelles sont au juste ces « îles du bout du monde »? Qui les habite? Situé à 480 miles au nord-est du cap Horn, le territoire couvrant un total de 4.700 miles carrés regroupe deux grandes îles, East Falkland et West Falkland, auxquelles s'ajoutent quelque 200 îles plus petites. Des immigrés et immigrants britanniques peuplent ces espaces avec parcimonie. Ils se chiffraient en 1980 à 1.813 dont 17% nés en Grande-Bretagne et 75% représentant les autochtones que l'on surnomme *kelpers* (de kelp, varech). Ces gens occupent les deux villes de Port Stanley (1.050 habitants) et Goose Green/Darwin (100 habitants) outre des fermes dispersées. L'économie repose sur l'élevage du mouton dont la laine brute, tout expédiée vers la Grande-Bretagne, fournissait 99% des exportations en 1974. Le déclin économique et démographique des Falklands/Malvinas est manifestement lié au monopole de la Falkland Island Company englobée dans les Charringtons Industrial Holdings, eux-mêmes acquis en 1977 par le groupe Coalite. Les profits de la laine vont décroissant. Ils sont réinvestis désormais de plus en plus hors des îles qui s'engagent ainsi dans la voie du sous-développement. Des projets de relance, au moyen surtout des richesses en pétrole et en minerais de l'Antarctique et par l'utilisation des algues géantes, se heurtent essentiellement à la nécessité d'une réforme agraire et d'une réforme gouvernementale. Au préalable, néanmoins, se pose l'épineuse question de la souveraineté opposant Londres à Buenos Aires.

Le pouvoir sur les anciennes îles Malouines, objet du conflit armé survenu en 1982, nous ramène à l'histoire de l'expansion européenne à travers les océans, à l'occupation et au contrôle effectif des terres concernées, à deux décennies enfin d'inutiles négociations. Si les preuves d'une découverte au XVIème ou au XVIIème siècle paraissent bien faibles, et si les développements du XVIIIème siècle peuvent sembler plus significatifs alors que des interventions de la France et de la Grande-Bretagne se moquaient d'un monopole ibérique devenu fort illusoire, ce sont les autorités de Buenos Aires qui installent, en 1829, un gouverneur dans les îles en basant leur prise de possession sur le droit du premier occupant, sur le consentement tacite des puissances maritimes et sur la proximité géographique. Mais très court est l'épisode. Dès janvier 1833 deux navires de guerre de S.M.B., appelés par un chargé d'affaires américain donnant à la doctrine Monroe sa véritable portée dans le contexte, viennent instaurer sur les Falklands l'autorité d'une grande nation maîtresse des mers et voulant dominer le commerce mon-

dial. L'Argentine, en proie aux luttes internes et devant attendre les années 1860 pour qu'émerge enfin chez elle une République unie, ne peut s'opposer efficacement au *fiat* de sa nouvelle métropole économique. Elle n'a jamais manqué depuis lors, cependant, d'exiger la restitution de « ses » Malvinas. Le *Foreign Office* quant à lui s'est interrogé, en 1910 et surtout en 1936, sur le bien-fondé de sa position aux Falklands. Il a retenu en sa faveur l'argument de la prescription qui découlerait d'une longue occupation paisible des lieux contestés. Mais cette raison vaut-elle encore aujourd'hui ?

Presque vingt ans de pourparlers entre Londres et Buenos Aires ont suivi la réaffirmation par l'Argentine, en septembre 1964 devant le Comité de l'ONU sur la décolonisation, de son droit sur les îles. La résolution 2065 (XX) des Nations Unies en date du 16 décembre 1965, qui invitait à la négociation les gouvernements en cause, n'a pu être satisfaite malgré un rapprochement de 1968 à 1977 concernant la possibilité d'une coopération économique. Pourquoi une telle difficulté ? Le lecteur du Royaume-Uni auquel s'adresse le *Latin America Bureau* se voit initier ici aux problèmes de l'Argentine, tout un chapitre élaborant sur le contrôle étranger – de la Grande-Bretagne puis des États-Unis – dont elle a fait l'objet et sur le nationalisme qui s'y est développé tandis que le rachat des chemins de fer en 1948 était salué comme une émancipation par rapport à l'impérialisme britannique. L'ascension de Perón au pouvoir est retracée comme son renversement par les militaires en 1955, son retour à la présidence en 1973, le coup d'État de 1976, la répression politique s'abattant alors sur le pays avec des témoignages relatifs aux camps de concentration et à la torture, les mandats du Général Jorge Videla, du Général Roberto Viola puis du Général Leopold Galtieri. Incapable de remédier à la crise terrible qui désole économie, société, vie politique, et voyant l'inutilité des discussions au sujet des Malvinas, Galtieri veut combiner à son programme d'austérité un sursaut décisif de fierté nationale. C'est pour répondre à pareil dessein que, le 2 avril 1982, ses troupes entament l'occupation des îles perdues en 1833. Bien mal leur en prend comme vont en témoigner leur reddition ainsi que le cessez-le-feu des 14 et 15 juin.

Une chronologie de 14 pages, qui ne dérive d'ailleurs que de sources britanniques, nous présente les faits saillants de la courte guerre en retenant, du mois de mars au 17 juin 1982, les négociations ou tentatives de médiation, les opérations militaires, les réactions internes en Grande-Bretagne et en Argentine, sans oublier les réactions internationales. Quelles conclusions tirer de l'aventure ? Le conflit, ayant sacrifié plus d'un millier de vies humaines et coûté aux Britanniques deux trillions de livres sterling outre les centaines de millions à venir pour la défense des îles, n'a fait que hâter peut-être le retour de l'Argentine à la démocratie sous la conduite, jusqu'aux élections promises, du général à la retraite Reynaldo Bignone qui a remplacé Galtieri. En Grande-Bretagne le franc succès remporté par les Conservateurs aux élections anticipées du 9 juin 1983 – événement postérieur donc au volume dont nous nous occupons – tient surtout au remaniement des circonscriptions électorales et à l'extrême faiblesse des partis d'opposition. La victoire militaire dans l'Atlantique Sud l'année précédente a du moins permis à Margaret Thatcher de mieux imposer son image de la « Dame de fer » comparable au valeureux Winston Churchill défiant autrefois les hordes nazies. Les grands empires en décadence ont besoin de telles consolations. Il serait mesquin de le leur reprocher. L'impasse des Malouines, néanmoins, subsiste toujours. Elle subsistera aussi longtemps que Londres, invoquant le principe de l'autodétermination des populations impliquées directement, répondra au désir des quelque 1.360 *Kelpers* qui veulent rester sous sa gouverne face aux revendications de 27 millions d'Argentins frustrés.

Les auteurs, soucieux de ne pas afficher d'option même implicite dans la querelle des Falklands/Malvinas, nous ont exposé honnêtement la triple crise du gouvernement dictatorial en Argentine, du gouvernement conservateur impuissant devant le marasme et la décadence en Grande-Bretagne, des autochtones voués au sous-développement sur leurs îles perdues. L'idée officielle des « Fortress Falk-

lands » n'est sûrement pas la solution d'avenir. Des négociations vont reprendre sans doute et une issue de compromis s'imposera tôt ou tard quand le chauvinisme se sera calmé de part et d'autre. Le présent exemple des Falklands/Malvinas, qui remet en question l'ancien Empire, illustre l'objectivité scientifique du *Latin America Bureau*, les cas pitoyables de Diego Garcia, du Zimbabwe, de Chypre et de Banaba dans le Pacifique étant ajoutés à ceux des Argentins et des *Kelpers*. Dommage que, autre point de comparaison avec le sort de ces insulaires, le référendum québécois de 1980 n'ait pu être invoqué pour montrer l'extrême complexité du phénomène de décolonisation.

Jean-Marie LONCOL

Département d'histoire
Université de Montréal

EUROPE DE L'EST

BROMKE, Adam. *Poland: The Last Decade.* Oakville (Ont.), Mosaic Press, 1981, 201 p.

Pour bien saisir l'importance et la signification des événements survenus en Pologne depuis la naissance du syndicat « Solidarité » et l'avènement de la loi martiale, il est très utile de prendre un certain recul. C'est pourquoi il est opportun de s'attarder sur des faits qui permettent de comprendre le comportement à la fois des autorités politiques ou religieuses et celui de l'ensemble de la population. Pour aider ceux qui ont besoin d'un meilleur éclairage sur la réalité polonaise, le professeur Adam Bromke a eu l'heureuse idée d'assembler dix-sept articles publiés entre 1971 et 1981. Certains de ces textes ont paru dans des revues réputées comme: *The World Today*, *Foreigns Affairs*, *Problems of Communism*, *International Journal*, *Foreign policy* »... Ces textes ayant donc déjà reçu l'approbation de comités de lecture chevronnés, on comprend la difficulté, ici, pour un critique même très attentif, d'y trouver des faiblesses ou des lacunes susceptibles d'être signalées.

S'ajoute à cette difficulté, le fait que le professeur Bromke, aujourd'hui attaché au Département de sciences politiques de l'Université McMaster, en plus d'avoir des origines polonaises, a su très bien profiter de quinze voyages d'informations pour rédiger ses divers articles ou volumes. Parmi ces derniers, on note un titre dont on retrouve la teneur à plusieurs occasions dans le présent ouvrage: « Poland's Politics, Idealism *vs* Realism ». Le professeur Bromke a également publié en collaboration un ouvrage intitulé: « Gierek's Poland ». On comprend donc sa tentation de vouloir mettre ses connaissances au bénéfice des Canadiens, qui, pour des raisons évidentes, ne sont jamais demeurés indifférents à l'égard des remous socio-politiques que connaît périodiquement la Pologne. Le fait que l'auteur ait accepté que l'on présente l'emblême de « Solidarnosc » sur la page couverture de l'ouvrage pourrait se voir interprêté comme étant une simple opération de marketing. En fait, la lecture des différents articles font comprendre la grande admiration que manifeste l'auteur à l'égard des travailleurs polonais. On ne doit donc pas se surprendre de ses sympathies à l'égard de l'action d'un Lech Walesa même si on ne trouve qu'une seule référence à ce dernier dans un bref article à la fin de l'ouvrage.

Il est impossible de bien saisir l'étroitesse de la marge de manoeuvre qui caractérise celle qui se présente aux élites ou leaders polonais sans connaître la situation géo-politique de la Pologne. L'auteur insiste à plusieurs occasions pour montrer, que ça leur plaise ou non, que les Polonais doivent tenir compte de l'importance que l'URSS accorde au bouclier protecteur que constitue leur territoire. Un peu à l'instar des Canadiens qui n'ont pas le choix de s'entendre avec leurs voisins du Sud, les Polonais se doivent de trouver un *modus videndi* avec le « grand frère soviétique ». Évidemment, le rapprochement ne peut être poussé trop loin. Les Canadiens n'ont jamais eu une partie de leur territoire annexée aux États-Unis, ils n'ont pas de Katyn à leur reprocher, ni l'équivalent de la passivité de l'Armée rouge à l'occasion de l'insurrection de Varsovie. C'est pourquoi on peut se surprendre de lire que le nationalisme polonais contemporain